

Initiatives ministérielles

La Chambre de commerce du Canada, dans son mémoire au Comité des finances, a déclaré ceci:

Nous n'appuyons pas le maintien de la taxe actuelle sur les ventes des fabricants. Ses graves défauts ont été bien documentés et il n'est pas nécessaire d'en reparler ici; et nous appuyons l'idée d'une taxe sur la valeur ajoutée qui serait la meilleure solution de remplacement.

La raison pour laquelle je mentionne cela, c'est que la Chambre de commerce, de concert avec d'autres groupes représentant les milieux d'affaires, est réellement en faveur de l'idée d'une taxe sur la valeur ajoutée, comme la taxe sur les produits et services. Certains d'entre eux réclament cependant l'élargissement de l'assiette et la suppression de certaines exemptions. Je sais qu'il y a des députés à la Chambre qui sont sympathiques à cette idée. Heureusement, le gouvernement a décidé, avec sagesse, que les aliments essentiels qu'on trouve dans les marchés d'alimentation ne seraient pas taxés.

Je suis du même avis, mais certains députés pensent le contraire. Je voudrais citer ce que l'un d'entre eux a dit le 11 mai 1989. Ses propos sont consignés dans le hansard, et il s'agit du député de Nanaïmo—Cowichan qui n'est pas conservateur, soit dit en passant. Je cite:

J'incite le gouvernement à corriger les anomalies en offrant un plus grand crédit d'impôt aux plus démunis.

Puis il donne ses raisons:

Il est facile de les identifier, de savoir combien ils gagnent et combien ils dépensent. Il serait beaucoup plus facile de déterminer le montant du crédit qu'ils devraient recevoir. Les exemptions ne feraient que rendre le processus beaucoup plus difficile.

En outre, il a déclaré que les exemptions ne rendraient pas la taxe plus équitable, mais qu'elles rendraient la taxe beaucoup plus difficile à administrer et qu'elles seraient plus avantageuses pour ceux qui ont plus d'argent que pour ceux qui en ont moins.

C'est une déclaration d'un député néo-démocrate. La Chambre de commerce et le NPD s'entendent pour dire qu'on ne devrait pas accorder d'exemptions, mais les conservateurs ont au moins fait preuve de générosité et se sont souciés des Canadiens à faible revenu et à revenu modeste. D'abord, ils n'ont pas taxé les aliments de base dont ils ont besoin et, deuxièmement, ils leur ont accordé un crédit bonifié pour leur permettre de payer les frais supplémentaires occasionnés par la taxe dans certains domaines où ils sont touchés.

Le crédit sera versé, bien sûr, aux Canadiens qui en ont besoin. J'ai vu des rapports qui traitent en détail de ceux qui bénéficieront de crédit d'impôt pour la taxe de vente fédérale. En fait, 64 p. 100 des familles canadiennes recevront ce crédit à compter de 1991. Si elles produisent une déclaration d'impôt cette année, elles recevront leur premier chèque en décembre 1990.

Il est important de souligner que 64 p. 100 des familles recevront le crédit. Il est encore plus remarquable que le pourcentage sera plus élevé dans les régions où le besoin est plus grand, là où des députés de l'opposition essaient tellement de semer la zizanie parmi la population. Ils ne disent pas aux Terre-Neuviens que 85 p. 100 des familles à Terre-Neuve recevront le crédit d'impôt. Ils ne disent pas aux habitants de l'Île-du-Prince-Édouard que 78 p. 100 des familles de cette province recevront le crédit d'impôt. Je ne les ai pas entendu dire que 74 p. 100 des Néo-Écossais recevraient le crédit d'impôt.

Comme vous pouvez le constater, je pourrais faire encore des tas d'observations, mais il me reste très peu de temps. Il est très évident que c'est un excellent projet de loi et il est temps que l'opposition commence à dire la vérité.

M. Lewis: Madame la Présidente, j'invoque le Règlement. Je désire informer la Chambre que demain sera un jour désigné.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Le député de Windsor—Sainte-Claire pour des questions ou des commentaires.

M. McCurdy: Madame la Présidente, j'étais dans mon bureau lorsque j'ai entendu que le député d'Ontario avait le culot d'associer Windsor à la TPS. Il citait un article du *Windsor Star* critiquant le président du conseil syndical local, Gary Parent, et Gord Henderson, l'un des chroniqueurs les plus populaires du *Windsor Star*, et selon lequel la population de Windsor serait du jour au lendemain devenue complètement folle, aurait changé d'idée et appuierait maintenant la TPS.

J'ai dans mon bureau entre 8 000 et 9 000 lettres de protestation contre la TPS, qui ont été ramassées en 10 jours à Windsor à la suite d'une publicité mise dans un journal par un groupe de gens qui, dans une autre cir-